



Les portraits de la région

www.observat.qc.ca

version abrégée

OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Mars 2009

L'économie

L'année 2008 s'est clôturée avec une économie régionale tourmentée par une crise forestière qui perdure, une crise du revenu des agriculteurs ainsi qu'une crise financière qui fragilise nos secteurs de production, entre autres l'exploration minière. Bref regard sur l'activité économique régionale sous l'angle de la croissance économique et la conjoncture des principaux secteurs d'activités en 2008.

Légère accélération de la croissance économique

En Abitibi-Témiscamingue, le produit intérieur brut en dollars courants (PIB) est estimé à 4,7 milliards de dollars en 2007, ce qui indique une hausse de 7,7 % par rapport à 2006. Au Québec, le PIB a progressé moins rapidement qu'ici (5,8 %). L'Abitibi-Témiscamingue est au nombre des huit régions à afficher un taux de croissance supérieur à celui du Québec en 2007. Il s'agit d'une accélération significative de la croissance, celle-ci n'ayant été que de 1,7 % en 2006. Entre 2003 et 2007, on constate un accroissement de 22,5 %, alors qu'au Québec, la hausse a été de 19,9 %. La performance économique du secteur de l'extraction minière a permis à la région de résorber la chute marquée au sein de l'industrie forestière (exploitation et fabrication de produits en bois et papiers).

Compte tenu de la volatilité des données régionales, une moyenne des cinq dernières années où les chiffres sont disponibles a été retenue (2002-2006) afin de déterminer l'importance relative de chaque secteur dans le PIB régional. Ainsi, le secteur de la production de biens a généré, en moyenne, 42 % du PIB de la région. Cette contribution est plus importante ici qu'à l'échelle québécoise (32 %). Le secteur des services contribue au PIB de la région à hauteur de 58 % au cours de cette période.

EN QUELQUES MOTS

► **La détérioration marquée de l'économie mondiale, en particulier américaine, laisse songeur. Comme les marchés devraient continuer à être très volatils en 2009, plusieurs experts anticipent une reprise au quatrième trimestre de 2009.**

► **Dans le contexte actuel, la confiance des ménages aura un impact déterminant sur l'économie. Jusqu'à la fin 2008, les particuliers ont profité d'un marché du travail n'ayant pas montré de signes inquiétants de détérioration, ce qui a permis de soutenir les dépenses de consommation.**

Hausse du revenu personnel

En 2007, le revenu personnel – c'est-à-dire l'ensemble des revenus avant impôt des particuliers – atteint 4,5 milliards de dollars en Abitibi-Témiscamingue. Par rapport à 2006, il affiche une hausse de 9,6 % comparativement à 5,9 % au Québec, se positionnant au premier rang provincial à cet égard. Cela s'explique surtout par l'accroissement des activités dans les secteurs des mines et de la construction. Quant au revenu personnel disponible – c'est-à-dire l'ensemble des revenus après impôt des particuliers – il atteint 3,4 milliards de dollars en 2007 dans la région, ce qui correspond à une hausse de 9,2 % par rapport à 2006 (5,7 % au Québec).

L'accroissement du revenu personnel en 2007 en Abitibi-Témiscamingue s'explique par l'augmentation des revenus relatifs au travail (+11 %), des revenus de placement (+11 %) ainsi que des transferts courants en provenance des administrations publiques (+5,7 %). La hausse des revenus relatifs au travail est attribuable à l'augmentation de la rémunération des salariés et au revenu net des entreprises individuelles non agricoles. Quant aux revenus nets des exploitants agricoles, ils ont enregistré une diminution substantielle de 31 %.

Note : Le produit intérieur brut (PIB) représente la valeur totale des biens et des services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un territoire donné. Le PIB par région administrative consiste à additionner les revenus des facteurs générés par l'activité de production, c'est-à-dire les revenus représentant le rendement de la main-d'œuvre et du capital utilisés. Source : Institut de la statistique du Québec. Les données de 2007 sont provisoires.

La conjoncture économique

EN QUELQUES MOTS

Les turbulences économiques n'épargneront pas l'Abitibi-Témiscamingue. De par la forte présence du secteur de la production de biens, la région subira les impacts de la conjoncture économique américaine de même que les soubresauts des marchés financiers. Le resserrement des conditions de crédit, attribuable à la crise financière, exerce déjà un frein sur l'investissement des entreprises.

L'industrie agricole et la crise du revenu

Rappelons qu'en 2006, l'Abitibi-Témiscamingue comptait 785 fermes gérées par 1 175 exploitants agricoles. Malgré l'expansion de nombreuses fermes, les estimations provisoires de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) indiquent toujours une diminution du revenu net des exploitants agricoles, qui a chuté de 10,2 M\$ en 2004 à 2,4 M\$ en 2007. Après un important redressement des immobilisations en agriculture en 2005 (30,3 M\$), ces dernières diminuent depuis, pour totaliser 26,3 M\$ en 2007. Les prévisions pour 2008 n'indiquent pas de revirement de situation, avec des investissements estimés à 24,6 M\$.

L'ensemble de l'industrie bioalimentaire génère 9 300 emplois répartis dans l'agriculture, la transformation, le commerce de gros et de détail ainsi que la restauration. Cette filière représente 14 % des emplois occupés de la région. La crise structurelle du revenu qui touche le milieu agricole et de l'agroalimentaire dans la région a d'énormes répercussions : détresse psychologique, risque de voir le nombre d'entreprises sous une masse critique minimale et perte de ressources et services spécialisés à cette filière de production. Par la bande, la crise forestière qui sévit affecte aussi les producteurs agricoles pour qui la forêt constitue souvent un revenu d'appoint (2,5 M\$ en 2006).

Face à l'urgence de la situation, les intervenants régionaux souhaitent doter la région d'une entente spécifique axée sur deux stratégies de développement, en l'occurrence le projet pilote «L'Abitibi-Témiscamingue dans notre assiette» et le créneau d'excellence ACCORD «Agriculture nordique axée sur la production bovine».

L'industrie forestière en déroute

Affaibli par une combinaison de difficultés structurelles et conjoncturelles depuis une décennie, il semble bien que la série noire ne soit pas encore terminée pour l'industrie forestière. Récemment, plusieurs entreprises forestières annonçaient de nouvelles fermetures temporaires ou définitives au Québec et les restructurations industrielles se poursuivent.

Pour l'Abitibi-Témiscamingue, l'industrie forestière est un important joueur de l'économie. L'exploitation forestière et la fabrication de produits en bois comptaient pour 6,1 % du PIB en 2006 (1,4 % au Québec), alors que cette part était de 9,9 % en 2002. Les entreprises qui gravitent dans l'industrie

forestière génèrent 6 500 emplois dans la région, ce qui représente 9,5 % de la main-d'œuvre totale régionale en 2008. L'exploitation forestière compte 2 600 emplois, la majorité de la main-d'œuvre étant concentrée dans la fabrication de produits en bois et papier. En raison de fermetures définitives ou temporaires de plusieurs usines, le volume moyen d'emplois se chiffre à 6 000 pour 2006-2008, alors qu'il s'établissait à quelque 7 400 emplois pour 2002-2004.

Quant aux investissements, le secteur manufacturier des produits de bois a enregistré des gains en 2005 (63,1 M\$), pour ensuite entamer une diminution constante jusqu'en 2007 (23,2 M\$). Les investissements semblent limités en partie à cause de la concentration des activités dans des produits peu en demande (sciage de commodité, pâte de résineux, papier journal, etc.). Les données provisoires pour 2008 anticipent une légère augmentation pouvant atteindre 31,6 M\$.

Dans un contexte où les besoins en bois de construction ou en papier journal ont considérablement diminué, la réduction du volume d'approvisionnement alliée à la hausse des coûts de production et de distribution vers les marchés ont réduit les marges bénéficiaires des entreprises. En ce sens, il faudra surveiller les efforts mis en place afin d'améliorer le rendement de l'industrie à tous les points de vue, de la fibre jusqu'à la mise en marché des produits (stratégies d'entreprises, processus de production, innovation, mise en œuvre du créneau d'excellence ACCORD par l'organisme. Systèmes de construction – Innovations Solutions Applications (SCISA), etc.). Du côté gouvernemental, il faudra voir comment les changements annoncés dans le Livre vert sauront atténuer les incertitudes qui subsistent au sein de l'industrie.

L'industrie minière à deux vitesses

Le spectre d'une récession mondiale à la fin 2008 a changé diamétralement la dynamique de l'industrie minière. Les difficultés liées à la crise financière ont réduit, en particulier pour les sociétés juniors, les investissements en travaux d'exploration et de mise en valeur. En l'espace de quelques mois, un grand nombre de projets miniers prometteurs ont temporairement été suspendus.

Au chapitre de l'exploitation, grâce au cours élevé de l'or, les mines aurifères actives dans la région bénéficient d'une conjoncture somme toute très favorable. En ce début d'année 2009, l'industrie minière de la région repose sur l'exploitation des mines Kiena, Beaufor, LaRonde, Doyon, Goldex, Lac Herbin et Mouska. Une mine est inactive (Sigma-Lamaque), une autre a cessé ses activités (Baie Fabie) et d'autres encore le feront dans les mois et années à venir en raison de l'épuisement des réserves (Doyon, Beaufor ou Kiena). La mine Lapa (Agnico-Eagle) devrait entrer en activité en 2009, alors que les travaux se poursuivent pour le projet minier aurifère Canadian Malartic (Corporation minière Osisko).

En 2008, l'exploration et l'exploitation minière occupent 5 600 travailleurs, soit 8 % de tous les emplois de la région. L'industrie minière représente quelque 8 960 emplois directs et indirects, soit 13 % de la main-d'œuvre

régionale. La tendance est à la baisse puisque l'on évalue à environ 2 880 le nombre d'emplois directs et indirects en moins dans l'industrie par rapport à 2007.

La conjoncture économique et le ralentissement de la production industrielle mondiale devraient continuer de se répercuter sur la demande pour les métaux de base, d'où le maintien des prix aux niveaux actuels pour plusieurs mois. L'année 2009 s'annonce donc un peu plus calme. Dès la reprise, il est possible que les importantes diminutions en investissements et en production entraînent une remontée rapide des prix. Les impacts des investissements publics en infrastructures (Canada, États-Unis, Chine) sur la demande et par ricochet, sur les prix des métaux usuels, l'évolution du cours de l'or en temps récessionniste, les investissements en travaux d'exploration et de mise en valeur ainsi que les projets de recherche et de développement initiés par le créneau Techno-mines souterraines et MISA seront à surveiller.

EN QUELQUES MOTS

► **Le plan québécois des infrastructures, qui prévoit des investissements massifs en 2008-2009 et 2009-2010, permettra de limiter les dégâts sur la croissance économique.**

► **Seuls une détérioration importante du marché du travail, un resserrement plus sévère des conditions de crédit ou une escalade des taux d'intérêt (très faible probabilité) pourraient faire flancher le marché de l'habitation.**

Beau dynamisme dans le secteur de la construction

Le secteur de la construction a apporté une importante contribution à la croissance économique et au marché de l'emploi au cours des dernières années en Abitibi-Témiscamingue. Ce secteur a été stimulé par de faibles taux d'intérêt, des investissements massifs de la part du secteur industriel ainsi qu'un marché résidentiel vigoureux.

Dans la région, le secteur de la construction génère 2 900 emplois en 2008, ce qui représente 4 % de la main-d'œuvre. Malgré la fin de nombreux travaux industriels, la région a vu augmenter le volume de travail réalisé sur les chantiers, pour totaliser près de 2,3 million d'heures travaillées en 2008.

Au cours des prochaines années, de grands chantiers devraient soutenir l'activité : le plan québécois d'investissements en infrastructures et en voirie, la mise en chantier de projets commerciaux et institutionnels (Aréna Dave Keon, résidences étudiantes (UQAT), etc.) et industriels. Aussi, le volume de travail rapporté par les travailleurs provenant de la région devrait se maintenir grâce aux travaux liés au projet hydroélectrique Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert.

L'activité domiciliaire persiste

Avec 278 mises en chantiers, l'activité domiciliaire est demeurée élevée en Abitibi-Témiscamingue en 2008. Il s'agit d'à peine dix chantiers de moins qu'en 2007. L'agglomération d'Amos est la seule à enregistrer des gains, alors que Rouyn-Noranda et Val-d'Or marquent un léger ralentissement. À

l'instar des années précédentes, le marché du travail solide, les taux hypothécaires peu élevés, la rareté de logements ainsi que de maisons sur le marché de la revente expliquent cette belle performance.

Le bilan indique une augmentation des maisons individuelles, mais une nette diminution pour les logements collectifs. À ce chapitre, la rareté de terrains disponibles, l'absence de promoteurs sérieux de même que la hausse des coûts de construction retardent le lancement de nouveaux projets domiciliaires.

Le manufacturier n'est pas au bout de ses peines

Le secteur manufacturier de la région a eu sa part de difficultés en raison de la forte appréciation de la devise canadienne ainsi que des coûts de production élevés. Or, bien que le dollar se soit déprécié en 2008, les économistes prévoient que l'année 2009 risque d'être l'une des plus difficiles des dernières décennies.

Dans la région, la majorité des entreprises de fabrication se répartissent entre les produits du bois, les produits métalliques, la machinerie et l'alimentation. En 2008, le manufacturier emploie 6 600 travailleurs, ce qui représente près de 10 % de la main-d'œuvre régionale. Le PIB du secteur manufacturier représentait, en 2006, 13 % du PIB total de la région, ce qui est inférieur à ce qu'il était en 2002 (17 %). Depuis 2004 toutefois, on observe une certaine stabilité de la production (13 à 14 % du PIB total). La contraction du nombre d'emplois peut expliquer, en partie, la légère amélioration de la productivité de ce secteur.

Les immobilisations du secteur de la fabrication se sont maintenues, en 2005 et 2006, entre 96 M\$ et 99 M\$, alors que celles estimées pour 2007 indiqueraient plutôt une chute drastique, totalisant 56 M\$. Les fermetures prolongées des usines de sciage ne sont pas étrangères à la diminution. Les perspectives pour 2008 indiqueraient une légère hausse, pour atteindre 82 M\$. Il semble que la hausse de la devise canadienne en 2006 et 2007 ait incité les entreprises de fabrication à prévoir des immobilisations en vue de renouveler et moderniser leurs équipements. Le secteur manufacturier devra poursuivre sur la voie de la modernisation et de l'innovation afin de réaliser des gains de productivité. Toutefois, à l'heure actuelle, les problèmes de liquidités des entreprises et le resserrement du crédit réduisent les possibilités de financement pour d'éventuels projets d'investissement.

La dépréciation du dollar canadien et les coûts de production moins élevés devraient alléger le poids qui pèse sur les manufacturiers régionaux. Toutefois, encore faut-il qu'il y ait une reprise de la demande envers les biens manufacturiers produits dans la région.

EN QUELQUES MOTS

Poursuite prévisible des difficultés du côté du secteur manufacturier. Les secteurs traditionnels demeureront les plus vulnérables (bois, papiers, meubles, textiles et vêtements), bien que les difficultés puissent gagner des secteurs jusqu'à présent moins touchés (produits métalliques, première transformation des métaux).

Bonne vitalité de l'emploi

Le marché de l'emploi en 2008 n'a pas démontré de signe majeur de faiblesse. Au contraire, tous les indicateurs du marché du travail indiquent que l'année 2008 fut la meilleure des vingt dernières années. Au total, 68 300 personnes étaient occupées, ce qui représente 1 400 travailleurs de plus qu'en 2007. Toutefois, ce constat n'est pas uniforme au sein de l'ensemble des territoires de MRC, certains étant aux prises avec une ou deux crises simultanément (forestière et agricole). Au cours des prochains mois, l'emploi devrait se maintenir grâce au plan québécois des infrastructures, aux services gouvernementaux, à l'exploitation minière aurifère ainsi qu'au secteur commercial de détail et autres services (personnels). L'évolution de la conjoncture économique risque d'être le principal déterminant de l'état du marché du travail dans l'année qui vient.

Et le secteur des services ?

Le secteur des services se présente de plus en plus comme un enjeu de la dynamique d'expansion de l'économie régionale.

Il compte quelque 48 300 emplois en 2008, ce qui représente 71 % de la main-d'œuvre. Il est à l'origine de 86 % des emplois créés par rapport à 2007. Ce secteur est demeuré relativement stable depuis 2006, année où il avait enregistré un gain de 4 300 emplois par rapport à 2005. Parmi l'ensemble des emplois de la région, les services à la consommation en représentent 28 %, les services gouvernementaux, 25 %, et les services à la production, 20 %.

Les immobilisations du secteur des services ont atteint quelque 254 M\$, ce qui représente 29 % des investissements totaux de la région en 2006. Parmi les sous-secteurs des services, seuls les secteurs de l'enseignement et des administrations publiques ont augmenté leurs investissements depuis 2004.

EN QUELQUES MOTS

Malgré l'assombrissement du contexte économique, le marché du travail régional a tenu bon en 2008. Si des pertes d'emplois importantes surviennent au cours des prochains mois, la consommation sera alors plus à risque, ce qui pourrait se répercuter sur le secteur des services. Bien que des pertes d'emplois soient anticipées, la situation de pénurie de main-d'œuvre, qui touche déjà plusieurs secteurs, devrait aider à contenir l'augmentation du taux de chômage.

Sources : Statistique Canada. Enquête sur la population active.
Institut de la statistique du Québec.
Société canadienne d'habitation et de logement.
Conseil de la construction du Québec.
Bureau du surintendant des faillites Canada.
Desjardins Études économiques.
Articles de presse.

Indicateurs économiques

Produit intérieur brut (PIB)	
2007 ^P	4 764,0 M\$
2006 ^P	4 442,3 M\$
Industries productrices de biens	1 874,2 M\$
Industries productrices de services	2 548,1 M\$
PIB par habitant (2007)	32 812 \$
Revenu personnel	
Revenu personnel par habitant (2007)	31 114 \$
Abitibi	30 757 \$
Abitibi-Ouest	27 152 \$
Rouyn-Noranda	33 754 \$
Témiscamingue	28 371 \$
Vallée-de-l'Or	31 910 \$
Revenu personnel disponible par hab. (2007)	23 610 \$
Commerce extérieur	
Valeur des exportations de marchandises	
2006 ^P	751,1 M\$
2005 ^r	795,9 M\$
2004 ^r	673,8 M\$
Entreprises	
Nombre d'entreprises (2008)	5 737
Investissements privés et publics	
2006	881,9 M\$
Privé	765,3 M\$
Public	116,6 M\$
Permis de bâtir	
Nombre de permis de bâtir (2008)	7 305
Valeur des permis de bâtir (2008)	
Commercial	39,7 M\$
Industriel	9,0 M\$
Institutionnel	53,2 M\$
Résidentiel	114,7 M\$
Mises en chantier	
Nombre total (2008)	278
Amos	45
Rouyn-Noranda	106
Val-d'Or	127
Maisons individuelles	261
Logements collectifs	17
Marché du travail	
Emplois totaux (2008)	68 300
Production de biens	20 000
Services	48 300
Services à la production	13 700
Services à la consommation	19 000
Services gouvernementaux	16 800
Faillites	
Consommateurs (2008)	558
Entreprises (2008)	32

M\$: millions de dollars

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada. Enquête sur les permis de bâtir.
Bureau du surintendant des faillites Canada.